

2023



Bloomfield House,  
Cocody Riviera 3, Rue E-104  
BP 1888 Abidjan 06 – Côte d'Ivoire  
[www.bloomfield-investment.com](http://www.bloomfield-investment.com)

## Département Bloomfield Intelligence



# ETUDE D'IMPACT DES COUPS D'ETAT DANS L'UEMOA

Le département Bloomfield Intelligence a la charge de la production d'informations nécessaires à la prise de décision d'investissement. Il est chargé d'analyser les éléments permettant à Bloomfield Investment Corporation de prendre position sur le risque inhérent à un produit financier, un secteur d'activité ou une zone géographique. Les analyses du département ont vocation à appuyer les décisions prises par les clients souscripteurs de l'agence de notation. La présente étude a pour objectif de mettre en évidence les éléments constitutifs du risque des coups d'État dans l'UEMOA, en suivant la méthodologie de l'agence de notation.

## Sommaire

<b>Sommaire.....</b>	<b>2</b>
<b>PRESENTATION DE L'ETUDE .....</b>	<b>3</b>
<b>DIAGNOSTIC ET ORIGINE DES COUPS D'ETAT .....</b>	<b>4</b>
<b>Diagnostic des coups d'Etat dans l'UEMOA .....</b>	<b>4</b>
• Situations, économique, politico-sociale et géopolitique des pays membres.....	4
• Les Différents coups d'Etat .....	11
<b>Origines des coups d'Etat successifs.....</b>	<b>13</b>
• Instabilité politique et faible gouvernance .....	13
• Concentration du pouvoir .....	13
• Problèmes socio-économiques .....	14
• Tradition militaire et politique .....	14
• Faible consolidation démocratique.....	14
• Interférences externes.....	15
<b>CONSEQUENCES DES COUPS D'ETAT .....</b>	<b>16</b>
• Instabilité politique.....	16
• Impact économique .....	17
• Dégradation des droits humains .....	20
• Isolement international.....	21
• Rupture de la démocratie .....	22
• Migration et déplacement .....	22
<b>PRINCIPALES RECOMMANDATIONS.....</b>	<b>23</b>
• Renforcement de la démocratie et de l'état de droit.....	23
• Dialogue politique inclusif .....	23
• Renforcement des forces de sécurité et de défense .....	23
• Lutte contre la corruption et la pauvreté.....	23
• Participation de la société civile et des médias .....	24
• Engagement régional et international .....	24
• Promotion de la stabilité économique et sociale .....	24
• Renforcement de la conscience démocratique.....	24
• Création d'une force régionale anti-terroriste pour l'Afrique de l'Ouest .....	24

## **PRESENTATION DE L'ETUDE**

La présente étude est une évaluation des risques liés à la persistance des coups d'État dans la zone UEMOA à travers notamment l'analyse approfondie de leur impact sur la stabilité politique, économique, et sociale de la région, ainsi que des facteurs déclencheurs et des tendances historiques associées à ces événements déstabilisateurs.

**L'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)** est une union régionale qui rassemble huit pays d'Afrique de l'Ouest, à savoir le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo. Cette union a été créée dans le but de promouvoir la coopération économique et monétaire entre ses membres, favorisant ainsi le développement économique et la stabilité politique au sein de la région. Cependant, au cours des dernières décennies, l'UEMOA a été confrontée à un défi persistant et déstabilisant : les coups d'État. Ces coups ont généralement engendré des conséquences dévastatrices, impactant non seulement la stabilité politique, mais également l'économie, la société et le bien-être des citoyens.

L'étude a pour objectif principal d'analyser les conséquences de ces coups d'État sur la période 2000-2022, et ce, à travers quatre objectifs spécifiques :

**1. Comprendre les causes sous-jacentes :** l'une des principales raisons de mener cette étude est de comprendre les causes sous-jacentes des coups d'État au sein de l'UEMOA. Quels sont les facteurs politiques, économiques, sociaux et historiques qui contribuent à l'instabilité politique et aux coups d'État récurrents dans la région ? Cette compréhension est essentielle pour mettre en place des mesures préventives efficaces.

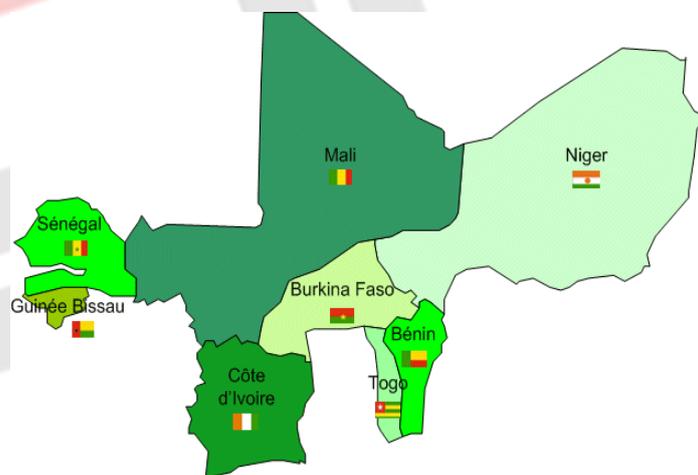
**2. Évaluer l'impact économique :** les coups d'État entraînent des répercussions économiques majeures, notamment sur l'investissement, la croissance économique, l'emploi et la pauvreté.

Cette étude vise à évaluer précisément ces impacts économiques afin d'informer les décideurs sur les conséquences économiques à long terme des coups d'État.

**3. Analyser les conséquences sociales :** les coups d'État perturbent souvent la vie quotidienne des citoyens et peuvent entraîner des crises humanitaires. Il est essentiel d'analyser les conséquences sociales des coups d'État, y compris les déplacements forcés, la détérioration des services sociaux et les violations des droits de l'homme.

**4. Proposer des Solutions et des Mesures Préventives :** enfin, cette étude a pour objectif de proposer des solutions et des mesures préventives pour réduire la probabilité de coups d'État futurs au sein de l'UEMOA. Ces recommandations pourraient inclure des réformes politiques, économiques et sociales visant à renforcer la stabilité de la région.

**Figure 1 : Situation géographique de la zone UEMOA**



## DIAGNOSTIC ET ORIGINE DES COUPS D'ETAT

### Diagnostic des coups d'Etat dans l'UEMOA

- Situations, économique, politico-sociale et géopolitique des pays membres

L'année 2000 constitue un moment marquant dans l'histoire de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), avec le changement de la dénomination de sa monnaie commune. Cette monnaie, autrefois appelée le Franc des Colonies Françaises d'Afrique, a été rebaptisée en tant que Franc de la Communauté Financière Africaine (CFA). Cette transition a permis de redéfinir les relations de coopération monétaire avec ses partenaires économiques dont la France.

Il est également à noter l'adoption de la « déclaration de Lomé »<sup>1</sup> en cette même année. Cette déclaration illustre les initiatives conjointes des nations membres de l'Afrique de l'Ouest visant à consolider leurs relations économiques et politiques, dans l'objectif ultime de parvenir à une prospérité accrue et à une harmonie régionale plus profonde. Dans ce contexte favorable qui renforce la confiance en une stabilité assurée, chacun de ces pays en dehors de la Guinée-Bissau a établi une perspective de croissance émergente allant de 2020 à 2035.

**Tableau 1** : Horizons d'Emergence des pays de l'UEMOA

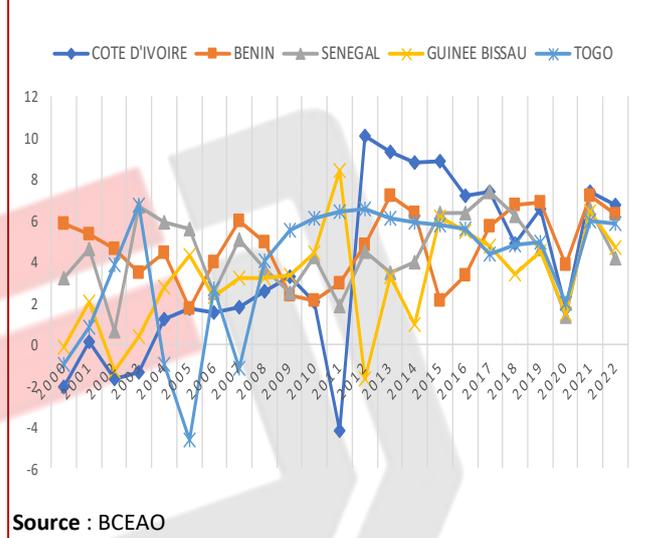
Pays	Horizon
Bénin	2025
Burkina Faso	2025
Côte d'Ivoire	2020
Guinée-Bissau	Aucune
Mali	2025
Niger	2035
Sénégal	2035
Togo	2030

Source : Bloomfield Investment Corporation

Les réalisations et les projections de développement fournissent un cadre pour contextualiser les évolutions spécifiques des États en fonction des trois dimensions - économique, politique et sociale - tout en prenant en considération les divers chocs et externalités enregistrés au cours de la période 2000-2022.

- Situation économique
- ✓ Selon les pays côtiers

**Graphique 2** : Evolution du taux de croissance du PIB réel des pays côtiers de l'UEMOA



Les variations significatives d'une année à l'autre sur la période 2020-2022 et entre les pays, reflètent les dynamiques économiques spécifiques à chaque économie.

Le Bénin a enregistré le taux moyen de croissance le plus élevé parmi les nations côtières, avec 4,7%. Cette performance témoigne d'une croissance économique considérée comme relativement robuste et stable au sein de cette zone. La Côte d'Ivoire, malgré une moyenne de croissance de 3,6%, se place légèrement en retrait par rapport au Bénin, mais elle maintient tout de même une croissance économique positive et constante pendant la période analysée, notamment grâce à une croissance à deux chiffres de 10,1% enregistrée en 2012. Le Sénégal, avec une moyenne de croissance de 4,4%, affiche également des performances solides en matière de croissance et se situe dans la

<sup>1</sup> Tenue à Lomé le 28 janvier 1999 avec tous les chefs d'Etats de la zone UEMOA

fourchette moyenne de croissance observée dans la zone UMOA. La Guinée-Bissau et le Togo ont présenté des taux de croissance moyens plus modestes, à respectivement 3,1% et 3,7%. Bien que ces taux soient inférieurs à ceux des autres pays côtiers de la région, ils reflètent néanmoins une croissance économique positive.

L'ensemble des pays dotés de ports maritimes enregistrent une moyenne de croissance proche de la moyenne régionale estimée à 4,2%, ce qui témoigne d'une tendance de croissance globalement stable au sein de cette zone au cours de la période analysée.

**Tableau 2** : Moyennes de croissance des pays côtiers de l'UMOA 2000-2022

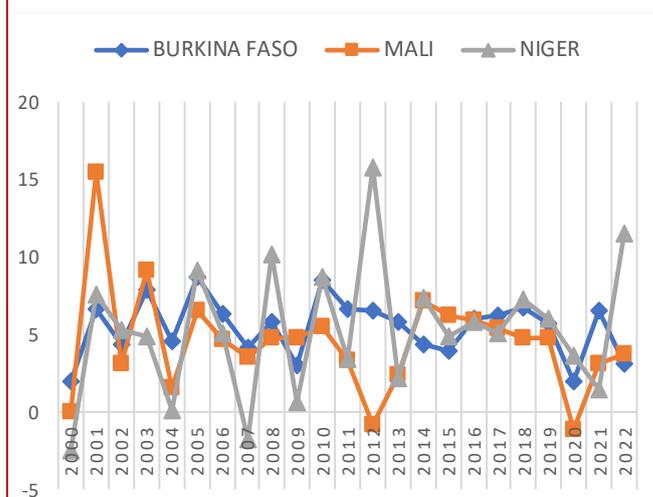
Pays	Moyenne de croissance	Maximum	Minimum
COTE D'IVOIRE	3,6	10,1	-4,2
BENIN	4,7	7,2	1,72
SENEGAL	4,4	7,39	0,65
GUINEE BISSAU	3,1	8,41	-1,71
TOGO	3,7	6,72	-4,67
ENSEMBLE UMOA	4,2	6,94	0,77

Source : Bloomfield Investment Corporation

### ✓ Selon les pays sahétiens

La zone UMOA regroupe trois pays sahétiens dont le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Ces pays ont des caractéristiques climatiques et environnementales communes, notamment des précipitations limitées, des températures élevées et des conditions de sécheresse récurrentes. Ces pays sont souvent confrontés à des défis liés à l'insécurité alimentaire, à la désertification, à la pauvreté et à d'autres problèmes socio-économiques en raison des contraintes environnementales particulières de la région (Pression démographique, Déforestation et dégradation des terres, etc.)

**Graphique 2** : Evolution du taux de croissance du PIB réel des pays sahétiens de l'UMOA



Source : BCEAO

Les performances économiques au sein de l'UMOA se démarquent avec des pays sahétiens à l'étude affichant des taux de croissance moyens de 5,4%, 4,5% et 5,2% respectivement pour le Burkina Faso, le Mali et le Niger, tous dépassant la moyenne régionale de 4,2% entre 2000 et 2022. Ces statistiques témoignent d'économies solides et résilientes qui ont su maintenir une croissance positive malgré les défis de développement dès l'an 2000 (stabilité politique, pauvreté et inégalités, accès à l'éducation, sécurité alimentaire, accès aux énergies, ...).

**Tableau 3** : Moyennes de croissance des pays sahétiens de l'UMOA 2000-2022

Pays	Moyenne de croissance	Maximum	Minimum
BURKINA FASO	5,4	8,66	1,92
MALI	4,5	15,38	-1,24
NIGER	5,2	15,69	-1,8
ENSEMBLE UMOA	4,2	6,94	0,77

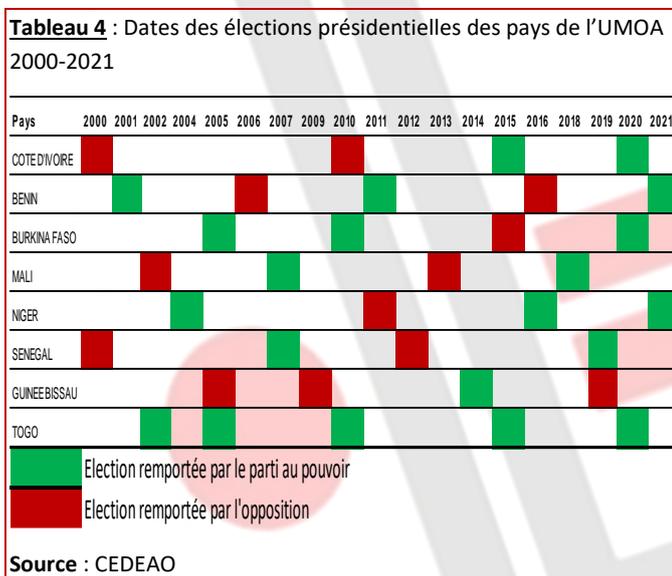
Source : Bloomfield Investment Corporation

Les nations qui se trouvent dans une situation géographique enclavée semblent maintenir une croissance économique plus substantielle que leurs homologues côtiers de la région au cours de la période étudiée, en excluant l'effet de l'augmentation des prix. Toutefois, cette comparaison pourrait être appréhendée de manière

plus approfondie en prenant en compte les réalités politiques et sociales propres à chaque nation.

### ▪ Situation politico-sociale

Chacun des États membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) a accédé à son indépendance en 1960, à l'exception de la Guinée-Bissau (1973). Depuis ces diverses dates, conférant à chaque pays le droit de jouir de sa propre souveraineté, un régime de gouvernance démocratique, comprenant les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, a été instauré dans chaque nation.



Au cours de la période d'analyse s'étendant sur vingt années en moyenne, la comptabilisation des élections présidentielles pour l'ensemble des États oscille généralement entre 4 et 5 occurrences, présentant une moyenne d'écart de cinq années entre chaque scrutin. Cet écart temporel perdure en adéquation avec les préceptes énoncés au sein de leurs constitutions respectives, tout en tenant compte de la modification intervenue au Sénégal, où la durée présidentielle est passée de sept ans à cinq ans.

Dans cette configuration, à l'exception du Togo, tous les pays ont enregistré des changements politiques par le biais de victoires des partis d'opposition. Parmi ces derniers, le Bénin et le Sénégal se

distinguent en tant qu'exemplaires, ayant réalisé deux alternances en respectant rigoureusement la durée des mandats présidentiels.

Malgré leur apparence de maintien de la stabilité politique, les dirigeants politiques n'ont pas toujours réussi à améliorer la vie des citoyens, qui continuent de faire face à des problèmes tels que la restriction de la liberté d'opinion, les inégalités de revenus, la pauvreté et le coût élevé de la vie

La plupart des scrutins tenus entre 2000 et 2021 ont été marqués par des incidents profonds ayant entraîné un grand nombre de blessures graves et la perte de vies parmi les citoyens engagés dans des protestations. Cette conjoncture permet de saisir les notes modestes des indices de droits politiques et de libertés civiles publiées par « Freedom House»<sup>2</sup>.

**Tableau 5** : Statut combiné selon les scores des libertés civiles et des droits publics dans l'UMOA

Pays	2000			2010			2020			2022		
	DP	LC	Status									
Benin	2	2	L	2	2	L	4	2	PL	5	3	PL
Burkina Faso	4	4	PL	5	3	PL	4	4	PL	7	4	NL
Cote d'Ivoire	6	5	PL	7	6	NL	5	4	PL	4	4	PL
Guinée-Bissau	4	5	PL	4	4	PL	5	4	PL	5	4	PL
Mali	2	3	L	2	3	L	6	5	NL	6	5	NL
Niger	4	4	PL	5	4	PL	4	4	PL	4	4	PL
Senegal	3	4	PL	3	3	PL	3	3	PL	3	3	PL
Togo	5	5	PL	5	4	PL	5	4	PL	5	4	PL

DP : Droit Politique ; LC : Liberté civile ; L : Libre ; PL : Partiellement Libre ; NL : Non Libre.

**Source** : Rapport Freedom House

Au cours de la dernière décennie, il semble que la liberté d'expression et la pratique de la démocratie aient subi une baisse significative, à tel point qu'en 2022, aucun pays de la région ne se trouve classé parmi les nations bénéficiant d'une pleine liberté d'expression. De surcroît, au cours de cette même année, le Burkina Faso et le Mali révèlent des territoires où les libertés liées aux actions politiques et sociales sont pratiquement absentes.

Dans ce contexte, toutes les nations faisant partie de l'UMOA à l'exception de la Côte d'Ivoire, sont classées parmi les États à faible développement, en raison de leurs valeurs d'Indice de Développement Humain (IDH) oscillant entre 0,40 et 0,539. Malgré

<sup>2</sup> <https://freedomhouse.org/countries/freedom-world/scores>

la position relativement favorable de la population ivoirienne en matière de développement humain moyen, le niveau d'inégalité de ses revenus demeure mesuré, affichant un score de 37,2 pour l'Indice de Gini<sup>3</sup>.

Des pays tels que la Guinée-Bissau, le Mali et le Togo présentent des indices de Gini inférieurs à 37, suggérant des niveaux d'inégalités de revenus relativement faibles. Le cas le plus marqué est observé au Burkina Faso, où l'indice atteint son niveau le plus élevé, soit 47,3 en 2018.

**Tableau 6** : Divers indicateurs sociaux dans l'UMOA

Pays	IDH de 2022	Indice de Gini de 2018	Incidence de la pauvreté - 2019 (%)	inflation - 2022
Benin	0,525	37,8	47,5	1,3
Burkina Faso	0,449	47,3	63	14,05
Cote d'Ivoire	0,55	37,2	33,5	5,1
Guinea-Bissau	0,483	34,8	56,2	7,9
Mali	0,428	36,1	47	9,7
Niger	0,4	37,3	75,5	4,2
Senegal	0,511	38,1	32,6	9,7
Togo	0,539	42,4	50,4	7,3

Source : Banque mondiale, PNUD, BCEAO

Le taux de pauvreté est conséquemment déductible au Burkina avec plus de 63% de personnes vivant en-dessous du seuil de pauvreté. Entre 2018 et 2019, un burkinabé dépense en moyenne par an 315 549 Francs CFA, soit environ 876 Francs CFA par jour (inférieur à la norme internationale de 3,2\$). Le cas le plus alarmant est celui du Niger qui ressort comme le pays le plus pauvre de la zone avec un taux de pauvreté évalué à 75,5% (avec 720 Francs CFA de dépense journalière par tête) contre 32,6% et 33,5% respectivement pour le Sénégal et la Côte d'Ivoire.

Cette détérioration générale du niveau de vie pourrait être exacerbée par un taux d'inflation persistant qui dépasse la norme communautaire de 3%. Dans ce contexte, parmi les pays analysés, le Burkina Faso affiche le taux d'inflation le plus élevé, atteignant 14,05% en 2022. En revanche, à l'exception du Bénin, aucun autre pays membre ne

se conforme à la norme établie par la BCEAO. Cela suggère que toute augmentation notable des prix pourrait engendrer des répercussions sur la capacité des ménages à assumer leurs dépenses quotidiennes, à acquérir des biens essentiels et à maintenir leur niveau de vie.

In fine, au cours des dernières décennies, malgré l'accession à l'indépendance de chaque État membre de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) et l'instauration de régimes de gouvernance démocratique, des défis persistent. Les élections présidentielles se sont déroulées avec des variations et des évolutions dans le respect des mandats présidentiels, mais cela n'a pas toujours conduit à des améliorations substantielles en termes de liberté d'expression, d'inégalités de revenus, de pauvreté et de qualité de vie pour les populations.

#### ▪ Situation géopolitique

L'analyse de la situation géopolitique dans cette partie sera faite sur les relations régionales et internationales dans le régime démocratique adopté par les pays de la zone UMOA.

#### ✓ Les relations commerciales

Depuis l'indépendances des Etats et leur adhésion individuelle à la zone UMOA, les pays membres entretiennent des relations commerciales non seulement au sein de l'union mais également à l'international.

Pour ce qui est du commerce interne, il faudrait observer que les principaux fournisseurs de la zone au cours des vingt dernières années sont la Côte d'Ivoire et le Sénégal. De même, la configuration des puissances importatrices est restée identique avec comme distinction, le Mali et le Burkina-Faso. Sur la période d'analyse, les produits pétroliers maintiennent leur position en tête des échanges commerciaux intra-UEMOA, représentant 31,5% du total des transactions en 2021. Les échanges englobent également des produits alimentaires

<sup>3</sup> L'indice de Gini varie de 0 à 100, où 0 re%) présente une répartition égale des revenus et 100 indique une répartition totalement inégale où une seule personne détient tout le revenu.

préparés (représentant 9,8% des échanges), des matières premières telles que les produits plastiques (4,9%) et les huiles et graisses (4,7%), ainsi que des produits finis tels que le ciment (6,1%). Ces éléments constituent collectivement une part importante de ces échanges.

**Tableau 7 : Evolution du commerce intra-UEMOA 2004-2013**

Pays	IMPORTATEURS								UEMOA
	Benin	Burkina Faso	Cote d'Ivoire	Guinea-Bissau	Mali	Niger	Senegal	Togo	
Benin		0,7	0,7	0	4,6	3,3	0,8	2,5	12,6
Burkina Faso	0,4		1,4	0	1,4	1	0,2	0,5	4,9
Cote d'Ivoire	3,9	12,9		0,2	8,2	2,1	4,8	4,4	36,5
Guinea-Bissau	0	0	0		0,2	0	0,6	0,1	0,9
Mali	0,7	1,2	1,9	0,1		0,4	2	0,5	6,8
Niger	0,7	0,5	0,3	0	0,6		0,1	0,4	2,6
Senegal	0,7	1,2	2,1	2,2	13,1	0,3		0,7	20,3
Togo	6	3,7	1,2	0	2,2	1,9	0,5		15,5
UEMOA	12,4	20,2	7,6	2,5	30,3	9	9	9,1	100,1

**Tableau 8 : Evolution du commerce intra-UEMOA 2021**

Pays	IMPORTATEURS								UEMOA
	Benin	Burkina Faso	Cote d'Ivoire	Guinea-Bissau	Mali	Niger	Senegal	Togo	
Benin		0,5	0,3	0	0,6	1,3	0	0,6	3,3
Burkina Faso	0,2		1,1	0	2,1	0,6	0,2	0,7	4,9
Cote d'Ivoire	1	11,3		0	16	2,3	2,8	1	34,4
Guinea-Bissau	0	0	0		0	0	0,1	0	0,1
Mali	0,4	1,3	2,3	0		0,8	4,1	0,3	9,2
Niger	0,5	1,9	0,2	0	2,7		0	0,2	5,5
Senegal	0,5	1,2	4	1,5	19,3	0,4		0,5	27,4
Togo	3,4	3,4	1,6	0	4,1	1,6	1,1		15,2
UEMOA	6	19,6	9,5	1,5	44,8	7	8,3	3,3	100

Source : BCEAO

Bien que la prépondérance des pays côtiers soit observée dans les échanges, il est à noter que des accords commerciaux sont en place, définissant la politique commerciale générale favorisant la fluidité des flux de biens, de services et de personnes. L'une des réformes majeures réside dans la mise en œuvre du Tarif Extérieur Commun (TEC) au sein de la zone.

Le TEC a été créé pour être une mesure de politique commerciale dynamique. Son objectif est de contrer les évasions fiscales, d'harmoniser et de simplifier les régimes de taxation aux frontières des États membres, de fournir aux entreprises une fiscalité appropriée pour maintenir leur compétitivité, tout en garantissant une protection ciblée et un accès optimal aux biens de consommation pour les citoyens.

En ce qui concerne les échanges commerciaux au-delà de la zone, il convient de noter l'existence de deux formes de coopération, à savoir la coopération régionale et internationale, ainsi que la mise en place d'une zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), qui englobent les pays membres de la CEDEAO et le reste du monde.

**Encadré 1** : Les politiques commerciales communes de l'union à travers le DMRC

Le Département du Marché Régional, du Commerce, de la Concurrence et de la Coopération (DMRC) a en charge les politiques communes de l'union, dans les domaines ci-après :

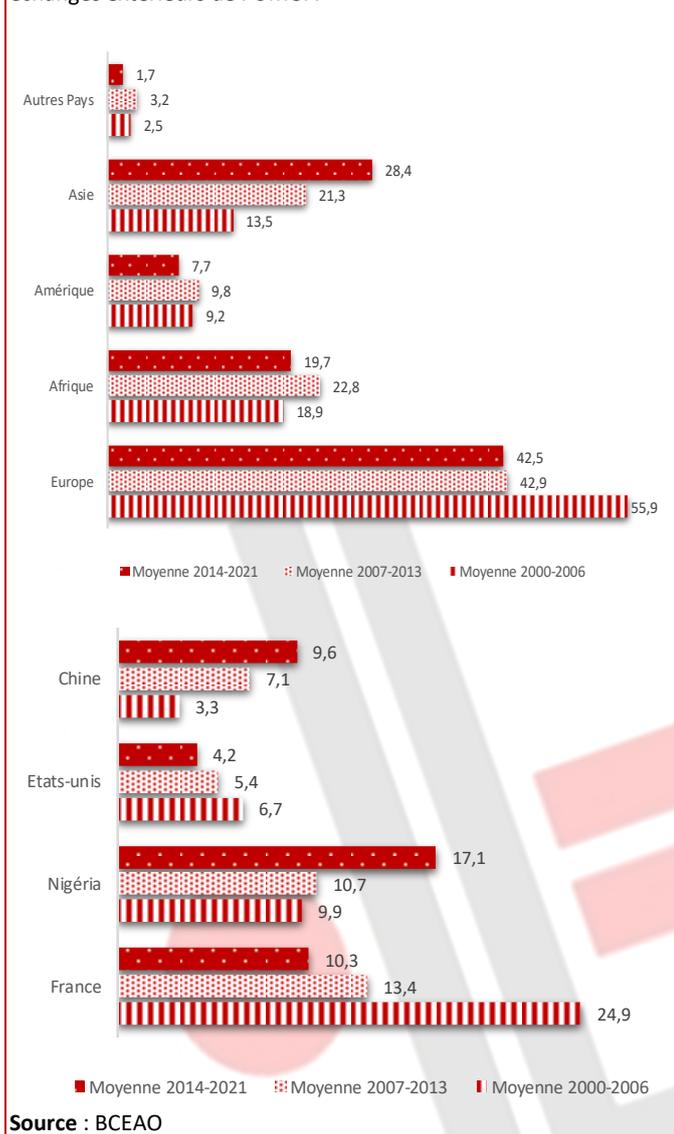
- l'élimination des obstacles à la libre circulation des personnes, des biens, des services et au droit d'établissement ;
- la stimulation de la concurrence en vue de la réduction des prix et de l'élargissement du choix proposé aux consommateurs ;
- la promotion des échanges commerciaux intracommunautaires ; le régime préférentiel des échanges intra-communautaires ;
- l'harmonisation des fiscalités de porte ;
- le tarif extérieur commun ;
- l'élaboration et la gestion d'un code de l'évaluation des douanes ;
- les politiques commerciales ;
- l'analyse économique des politiques commerciales ;
- la gestion du dispositif de surveillance commerciale de l'Union ;
- la concurrence et la gestion du code antidumping ;
- la coopération régionale, notamment avec la CEDEAO ;
- la coopération internationale avec les partenaires bilatéraux et multilatéraux.

Source : UEMOA

L'analyse des accords commerciaux internationaux individuels des pays de l'UEMOA sur la période allant de 2000 à 2021 révèle une diminution des échanges avec l'Europe au profit de l'Asie. Au cours de ces deux décennies de commerce, l'Asie a accru sa part de participation de plus de 14,9 points en moyenne, tandis que l'Europe a enregistré un déclin de 13,4 points en moyenne.

Parmi les partenaires commerciaux, la France connaît une baisse notable de ses échanges avec les États de la zone, sa part commerciale passant de 24,9% en moyenne sur la période 2000-2006 à 10,3% en moyenne sur la période 2014-2021. Cette variation globale peut être attribuée en grande partie à la politique de diversification des partenaires commerciaux initiée dès l'an 2000, ainsi qu'aux tensions politiques au sein de la plupart des pays de la zone étudiée.

**Graphique 3 :** Evolution de l'orientation géographique des échanges extérieurs de l'UEMOA



### ✓ Les relations politiques et sécuritaires

Les relations politiques et sécuritaires au sein de l'UEMOA revêtent une importance cruciale dans la promotion de la stabilité régionale et du développement durable. Ces interactions politiques et sécuritaires se déploient en parallèle des initiatives économiques et monétaires au sein de l'organisation, créant un cadre intégré de coopération visant à relever les défis complexes de la région. Pour ce faire, la situation récente de certaines institutions régionales et certains accords sécuritaires est présentée.

### ❖ La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)

Les pays de l'UEMOA partagent la même monnaie, le Franc CFA, qui a une parité fixe avec l'Euro. La BCEAO est responsable de la politique monétaire et de l'émission de la monnaie. Cette coordination monétaire vise à maintenir la stabilité des prix et à favoriser les échanges commerciaux intra-régionaux.

La volatilité globale de l'inflation en raison de sa nature "importée", les échanges limités entre les pays membres ainsi que l'absence de coordination des politiques budgétaires individuelles des Etats avec la politique monétaire de l'union, ont le potentiel de restreindre l'efficacité de cette politique commune. De plus, la fixation de la monnaie par rapport à l'Euro et sa non-convertibilité directe avec plusieurs devises africaines sont rattachées à des obligations remises en question récemment par le projet de création de la nouvelle monnaie "ECO".

L'objectif de l'ECO réside, entre autres, dans la facilitation des transactions au sein d'une zone économique plus vaste que celle où la BCEAO exerce sa régulation en matière de politique monétaire, ce qui favorise une coopération renforcée et une meilleure résistance face aux défis économiques et financiers.

### ❖ L'Union Economique et Monétaire des Etats de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA)

Pendant les années 1980, les pays de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) ont souffert de performances économiques internes médiocres et de chocs extérieurs, tels que la baisse des prix des matières premières et l'appréciation du franc CFA, ayant entraîné une crise économique majeure avec une baisse de la production et des conditions de vie détériorées. Pour remédier à cette situation, une intensification de l'intégration économique par la mise en relation de la politique monétaire commune et les politiques budgétaires nationales a été nécessaire dans les années 1990, avec la signature du traité de création de l'UEMOA en 1994. Cependant, les progrès vers la convergence économique entre 2000 et 2012 par les États

membres de l'UEMOA ont été mitigés en raison de taux de croissance faibles et de vulnérabilités économiques face aux chocs externes. Ainsi, les Etats ont fait évoluer les normes des critères du pacte de convergence, de stabilité de croissance et de solidarité, garantissant la stabilité de leur zone commune entre 1999 et 2015.

**Tableau 9 : Comparaison des normes de critères de convergence**

	Norme 1999	Norme 2015
<b>Premier rang</b>		
Solde budgétaire /PIB nominal	>=0%	>=-3%
Taux d'inflation annuel moyen	<=3%	<=3%
Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal	<=70%	<=70%
Non-accumulation d'arriérés de paiement (en milliards)		N/A
<b>Second rang</b>		
Masse salariale/Recettes fiscales	<=35%	<=35%
Investissements financés sur ressources intérieures sur recettes fiscales	>=20%	N/A
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal	>= -5%	N/A
Pression fiscale	>=17%	>=20 %

N/A : Non Applicable

Source : UEMOA, Rapport de la surveillance multilatérale

En dépit de la suppression de certaines normes, aucun pays n'a encore été soumis à des mesures correctives publiques en réponse à leur non-conformité répétée.

**Tableau 10 : Récapitulatif du nombre de pays respectant les critères de convergence entre 2011 et 2021**

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Premier rang</b>											
Solde budgétaire /PIB nominal	3	3	4	3	3	0	4	2	6	0	0
Taux d'inflation annuel moyen	4	5	8	8	8	8	8	7	8	6	2
Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal	7	8	8	8	8	7	7	7	8	8	7
<b>Second rang</b>											
Masse salariale/Recettes fiscales	4	2	3	3	3	3	3	2	3	1	2
Pression fiscale	1	2	1	1	1	1	1	0	1	0	0

Source : UEMOA, Rapport de la surveillance multilatérale

Parmi les critères, les taux de pression fiscale ainsi que les rapports entre la masse salariale rapportée aux recettes fiscales et le solde budgétaire par rapport au PIB nominal se révèlent difficilement atteignables pour les pays membres.

## ❖ La Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)

Au-delà de l'espace commercial qu'elle offre aux acteurs économiques des pays membres, la CEDEAO place la paix et la sécurité au cœur de ses priorités régionales avec cependant un bilan mitigé et des défis persistants sur la période 2000-2022.

Ainsi, en matière de :

1. *prévention et résolution des conflits* : la CEDEAO a réussi à jouer un rôle de médiateur dans notamment la crise post-électorale de 2011 en Côte d'Ivoire. L'organisation a facilité le départ pacifique du président sortant et a contribué à rétablir la stabilité politique, en soutenant principalement l'installation du président élu Alassane Ouattara au pouvoir dans le pays.

2. *Maintien de la paix* : la CEDEAO a déployé des forces de maintien de la paix dans plusieurs pays en crise. Cependant, ces missions n'ont pas toujours été couronnées de succès. Par exemple, la mission de la CEDEAO en Guinée-Bissau (ECOMIB) a rencontré des difficultés à résoudre les problèmes politiques et institutionnels persistants du pays.

3. *Lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent* : entre 2000 et 2021, la région a été confrontée à une augmentation des attaques terroristes et des activités extrémistes, notamment dans le sahel. Malgré la création de la force conjointe du G5 sahel avec le soutien de la CEDEAO, les groupes terroristes ont continué à opérer, à prospérer et à menacer la sécurité régionale provoquant des millions de victimes et de déplacés dont principalement les femmes.

4. *Gouvernance démocratique* : la CEDEAO a souvent réagi rapidement aux crises politiques pour protéger l'ordre constitutionnel. Un exemple est l'intervention en Gambie en 2017, où la CEDEAO a contribué à empêcher le président sortant de s'accrocher au pouvoir après avoir perdu les élections.

5. *Contrôle des Armes Légères et de Petit Calibre* : la CEDEAO a élaboré le Protocole de la CEDEAO sur les Armes Légères et de Petit Calibre (ALPC) pour limiter la prolifération de ces armes. Cependant, malgré les efforts, les trafics d'armes et les groupes armés non étatiques ont persisté dans certaines zones.

6. *Renforcement des capacités* : la CEDEAO a mis en place des mécanismes de renforcement des capacités en matière de sécurité, notamment des formations pour les forces de sécurité nationales. Cependant, le manque de coordination et de ressources a parfois limité l'efficacité de ces initiatives.

L'ensemble de la région demeure invariablement confronté à d'importants défis en lien avec la lutte contre le terrorisme, la gestion des conflits persistants et la propagation des armes légères. Selon l'Indice Mondial du Terrorisme (GTI)<sup>4</sup> de l'année 2023, le nombre de victimes d'attaques terroristes au sein de la région du Sahel a enregistré une augmentation de plus de 2000% au cours des 15 dernières années, plaçant le Burkina Faso au premier rang continental et au deuxième rang mondial.

#### ❖ **Les accords coloniaux**

Les accords coloniaux ont influencé l'UEMOA de manière complexe. D'un côté, ils ont établi des structures économiques et administratives à long terme, créant des liens avec la France, principale puissance coloniale des pays de la zone et une dépendance aux modèles hérités. D'un autre côté, ces accords ont laissé des marques négatives, provoquant des conflits, des inégalités et des cicatrices liées à l'exploitation des ressources et aux frontières arbitraires.

Depuis plus d'une décennie, des initiatives politiques s'engagent en faveur de la métamorphose des accords coloniaux, qu'ils soient d'ordre

commercial, sécuritaire ou autre, en des partenariats commerciaux visant à rééquilibrer les bénéfices obtenus par la France, au détriment des États souverains membres.

#### ❖ **La Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance de l'Union Africaine (UA)**

La signature de cette charte émise le 30 janvier 2007 reflète la reconnaissance des préoccupations liées aux changements illégaux de gouvernement, une source majeure d'instabilité, de crises et de conflits violents en Afrique. La charte vise à promouvoir l'État de droit en renforçant le respect de la constitution et de l'ordre constitutionnel dans les États participants. Elle vise également à interdire et condamner tout renversement illégal de gouvernement, considéré comme une menace sérieuse pour la stabilité, la paix et le développement.

Tous les États de la région à l'exception du Sénégal ont procédé à la ratification de ladite charte. La présence de cet autre instrument à la fois juridique et institutionnel n'a point été en mesure d'empêcher la survenue des renversements de gouvernement, suscitant ainsi des interrogations quant à sa pertinence et à son aptitude à s'ajuster aux circonstances.

#### • **Les Différents coups d'Etat**

Les contextes politiques, économiques, sociaux et sécuritaires exposés précédemment auraient engendré des contestations quant au leadership des dirigeants en place ; ce qui a potentiellement conduit à des situations de renversement du pouvoir, aboutissant parfois à des tentatives de coup d'État réussies ou infructueuses.

Pour rappel un coup d'État est une action ou une série d'actions entreprises par un groupe de personnes, généralement à l'intérieur des forces

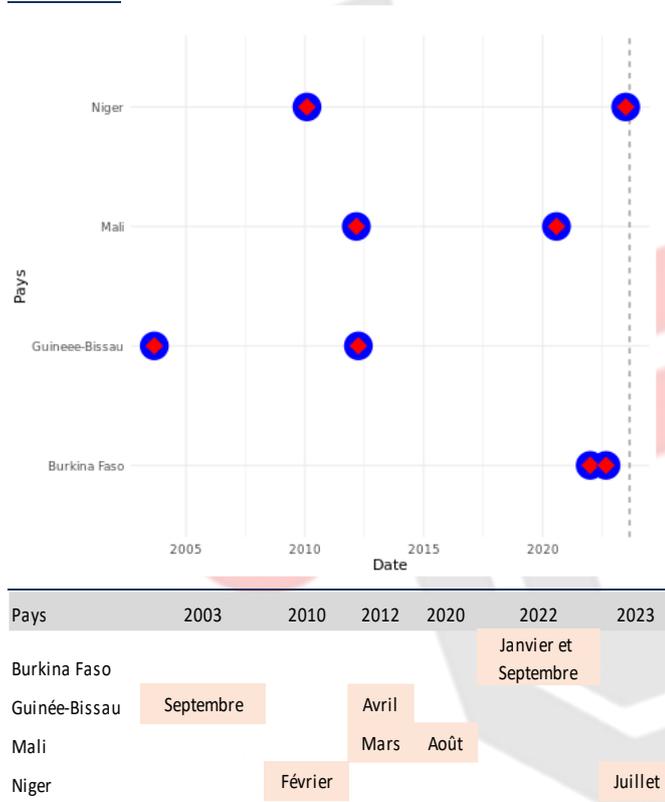
<sup>4</sup> L'Indice Mondial du Terrorisme (GTI), en anglais Global Terrorism Index, est un indicateur qui mesure et évalue le niveau de terrorisme dans le monde. Il est publié annuellement par l'Institute for Economics and Peace (IEP), un institut de recherche indépendant.

militaires ou de sécurité d'un pays, dans le but de renverser le gouvernement en place et de prendre le contrôle du pouvoir politique.

▪ **Coups d'Etat réussis**

Sur la période 2000-2023, la zone UEMOA comptabilise huit (08) coups d'Etat militaires réussis en raison de deux coups dans chacun des quatre pays concernés, à savoir le Burkina Faso, la Guinée Bissau, le Mali et le Niger.

**Graphique 4 : Résumé des coups d'Etat réussis dans l'UEMOA entre 2000 et 2023**

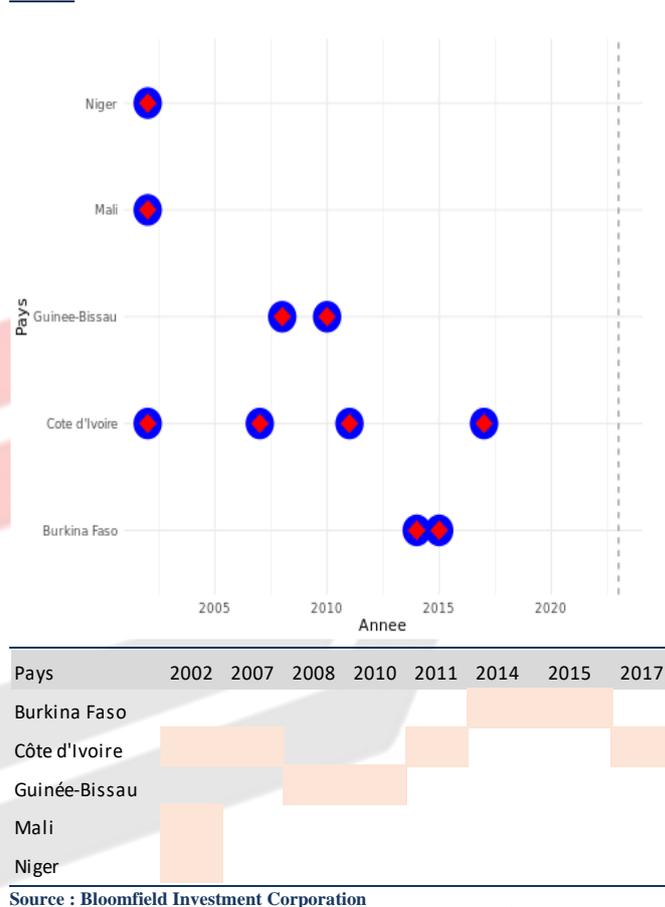


La fréquence d'occurrence de ces événements est en moyenne estimée à une période entre 8 et 10 ans. Néanmoins, un cas exceptionnel a été constaté au niveau du Burkina Faso, où deux coups d'État ont été enregistrés entre janvier et septembre de la même année 2022. Le Niger quant à lui, est le plus récemment affecté par une perturbation de son processus démocratique, cette perturbation s'étant produite en 2023.

▪ **Coups d'Etat ratés**

D'après les données recueillies par Jonathan Powell et Clayton Thyne<sup>5</sup>, le continent africain a été le théâtre de 44 % des tentatives de renversement de gouvernement à l'échelle mondiale depuis 1950. De ce pourcentage, 50,5% se sont soldées par des échecs.

**Graphique 5 : Résumé des coups d'Etat ratés dans l'UEMOA entre 2000 et 2023**



Les tentatives de coups d'État non réussies au nombre de dix (10) depuis l'an 2000 ont constitué un élément substantiel de l'instabilité politique prévalant dans la région.

La Côte d'Ivoire a été le pays le plus affecté par ces tentatives, depuis son premier coup d'État réussi en 1999. Son contexte diffère par rapport aux autres nations touchées par les renversements de régime durant la période analysée. En effet, les prises de pouvoir illicites ayant connu des succès ont été

<sup>5</sup> Powell, Jonathan M., and Clayton L. Thyne (2011). "Global Instances of Coups from 1950 to 2010: A New Dataset." Journal of Peace Research 48(2):249-259.

précédées de tentatives infructueuses et, bien souvent, répétitives.

Le phénomène des coups d'État au sein de la communauté ouest-africaine s'est transformé en une approche perçue comme des remèdes universels et des solutions radicales en réponse aux mécontentements liés à la gouvernance et à la rupture du dialogue social.

### Origines des coups d'Etat réussis

Bien que les origines des coups d'État puissent être attribuées à une combinaison complexe de facteurs politiques, socio-économiques et historiques propres à chaque pays, nous présentons les principales origines qui ont pu contribuer à l'émergence de coups d'État dans les pays de la zone UEMOA entre 2020 et 2023.

- **Instabilité politique et faible gouvernance**

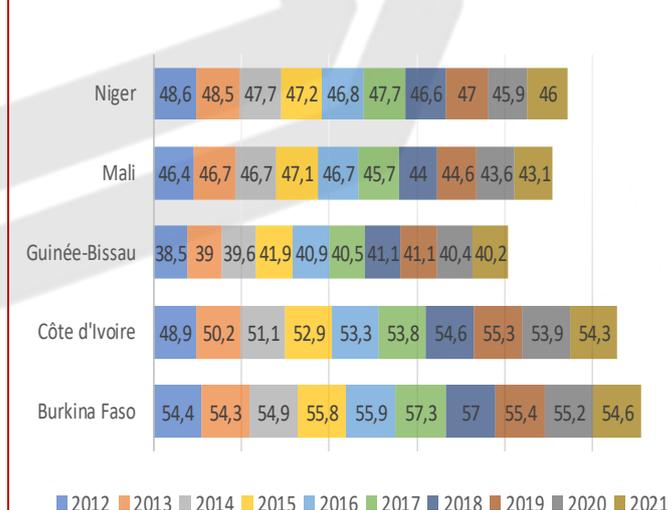
La prévalence de l'instabilité politique et de la mauvaise gouvernance dans certains pays de l'UMOA a pu créer un climat propice aux persistance tentatives de renversement des gouvernements en place.

Dans les contextes politiques de plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, des coups d'État ont été influencés par des allégations de corruption et de mauvaise gestion. Le président Robert Gueï en Côte d'Ivoire, le président Blaise Compaoré au Burkina Faso, le président Amadou Toumani Touré au Mali et le président Mamadou Tandja au Niger ont tous fait face à des accusations de corruption et de gestion déficiente, qui ont contribué à l'instabilité politique et aux soulèvements populaires.

Tous ces événements dès 2012 sont une illustration de l'évolution de l'indice de gouvernance de Mo Ibrahim pour les pays concernés. En effet, au fil des années, le score de gouvernance noté sur 100 a affiché des évolutions légères et fluctuantes, caractérisées par une hausse initiale jusqu'en 2017, suivie d'une légère baisse. Durant cette période, le

score est demeuré relativement stable, marqué par des variations modestes. La Côte d'Ivoire a enregistré une progression continue du score de gouvernance de 2012 (48,9) à 2020 (53,9), témoignant d'une amélioration globale de la gouvernance dans le pays, bien qu'une légère diminution ait été constatée en 2020 par rapport à l'année précédente (55,3). En revanche, la Guinée-Bissau a connu des fluctuations irrégulières de son score de gouvernance au cours des années, présentant un top (41,1) et un flop (38,5). Malgré certaines fluctuations, le score global est demeuré relativement faible de 40,2 en 2021, ce qui souligne les défis persistants en matière de gouvernance. Au Mali, une trajectoire à la baisse constante depuis 2012, ponctuée de légères variations est notée. Cette tendance pourrait refléter des problèmes durables en matière de gouvernance et d'instabilité dans le pays. Quant au Niger, son score moyen de gouvernance, 47,2, a affiché une stabilité relative avec des fluctuations mineures.

**Graphique 6 :** Evolution des scores de gouvernance selon l'indicateur de Mo Ibrahim



Source : Indicateur Mo Ibrahim

- **Concentration du pouvoir**

Dans certains cas, la concentration excessive du pouvoir entre les mains d'un petit groupe ou d'un individu peut susciter des mécontentements au sein de la population et pousser certains groupes, y

compris les militaires, à envisager des alternatives radicales pour un changement de leadership.

Cette situation a été manifeste sous la présidence de Blaise Compaoré, renversé en 2014, avec l'étendue d'une ère de règne marquée par une concentration significative de pouvoir. Ayant dirigé depuis 1987, le président altéra la constitution pour étendre son mandat, ce qui teinta son régime d'un contrôle rigide de l'appareil gouvernemental et d'une influence prédominante sur les institutions. Un contexte similaire aurait justifié le coup d'État de 2010 au Niger. En Guinée-Bissau, une instabilité politique récurrente s'est également manifestée à travers des coups d'État et des mutations fréquentes de gouvernement, ces périodes d'instabilité étant souvent associées à des dirigeants cherchant à consolider leur autorité et à exercer un contrôle centralisé sur les affaires du pays. Le coup d'État de 2012 au Mali a été précédé de critiques concernant l'accumulation de pouvoir sous la présidence d'Amadou Toumani Touré ; certaines franges de la population jugeaient inefficace la gestion des défis intérieurs et sécuritaires par le gouvernement.

- **Problèmes socio-économiques**

Les inégalités économiques, le chômage élevé, la pauvreté et les problèmes économiques peuvent engendrer des frustrations parmi la population. Lorsque les citoyens perçoivent que le gouvernement n'est pas en mesure de répondre à leurs besoins fondamentaux, ils pourraient soutenir ou tolérer des actions radicales pour provoquer un changement.

Les pays qui ont connu des perturbations politiques dans la zone ont pour la plupart des niveaux de pauvreté en-dessous du seuil indiqué selon le tableau 6. Ce problème socio-économique accentué par le chômage et l'insécurité alimentaire, complique encore les efforts de développement dans un climat d'instabilité politique.

- **Tradition militaire et politique**

Dans certains pays, les militaires ont joué un rôle politique significatif par le passé, et cela peut contribuer à une culture où les tentatives de coups d'État sont considérées comme des moyens acceptables pour accéder au pouvoir. Les structures militaires peuvent être plus enclines à prendre des mesures décisives pour influencer la politique.

En Côte d'Ivoire, les relations complexes entre le gouvernement et les forces armées ont marqué la tradition militaire et politique. Les coups d'État de 1999 et 2002 ont impliqué des factions militaires rivales, reflétant des tensions internes au sein de l'armée. Au Burkina Faso, la tradition militaire a joué un rôle majeur dans les coups d'État, notamment en 1983 et en 2014.

L'implication politique des militaires était profondément enracinée dans le régime de Blaise Compaoré, ancien militaire lui-même, jusqu'à sa chute en 2014. En Guinée-Bissau, l'ingérence politique de l'armée a été fréquente, avec plusieurs coups d'État depuis l'indépendance en 1973, perturbant la stabilité nationale. Au Mali, en dépit d'une tradition relative de stabilité politique, les coups d'État en 2012 et 2020 ont impliqué des militaires, traduisant des mécontentements internes envers la gestion gouvernementale et l'instabilité sécuritaire. De même, au Niger, les coups d'État ont été intrinsèquement liés à la tradition militaire et politique. Depuis l'indépendance en 1960, le pays a été témoin de six coups d'État avec quatre périodes de régime militaire.

- **Faible consolidation démocratique**

Lorsque la démocratie est encore récente ou fragile, les dispositifs pour la résolution non violente des conflits peuvent ne pas être solidement établis. Les tensions politiques risquent alors de dégénérer en tentatives de renversement du gouvernement.

Les désaccords résultant de l'implication des institutions chargées de superviser les élections présidentielles dans les décisions des autorités au

pouvoir entraînent des pertes de confiance et des contestations des résultats électoraux. Les dirigeants des commissions nationales chargées des élections dans la plupart des pays sont désignés par le président de la république, et leurs membres sont généralement majoritairement issus de partis politiques.

Les élections contestées ont entravé la consolidation démocratique dans les pays tels que la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, la Guinée-Bissau, le Mali et le Niger, en raison des tensions politiques et sociales qu'elles ont engendrées.

En Côte d'Ivoire, les élections présidentielles contestées de 2000, 2010 et 2020, accompagnées d'accusations de fraude, ont engendré des tensions politiques et sociales, créant ainsi des crises majeures et des périodes d'instabilité. L'exemple de l'élection de 2010 démontre comment les violences post-électorales ont engendré une crise politique prolongée et même une intervention internationale.

De même, au Burkina Faso, les élections présidentielles contestées de 2010 ont suscité des allégations de fraude en faveur du président Blaise Compaoré, générant un mécontentement populaire et une opposition grandissante envers son régime, menant finalement à son renversement en 2014.

En Guinée-Bissau, les élections présidentielles et législatives fréquemment contestées, marquées par des accusations de fraudes, ont instauré un climat d'instabilité politique, entravant la capacité à former des gouvernements stables et favorisant des coups d'État.

Au Mali, les élections contestées, notamment l'élection présidentielle de 2012 critiquée pour la gestion gouvernementale et la sécurité intérieure, ont contribué aux conditions préalables aux coups d'État enregistrés en 2012 et en 2020. De même, au Niger, les élections présidentielles contestées, comme celles de 1999 et de 2009, ont nourri l'instabilité politique en reflétant les divisions et la méfiance envers le processus électoral.

- **Interférences externes**

Les intérêts étrangers et les influences géopolitiques peuvent également jouer un rôle. Des acteurs externes pourraient soutenir ou déstabiliser des gouvernements, créant ainsi un climat favorable à des changements de régime.

En Côte d'Ivoire, lors de la crise politique et des élections contestées de 2010, des interférences externes ont été observées. La communauté internationale, notamment l'ONU et l'Union africaine, a joué un rôle dans la médiation pour résoudre la crise post-électorale et éviter une escalade des violences, tout en autorisant ultérieurement le recours à la force militaire. De même, au Burkina Faso, les manifestations de 2014 qui ont conduit au renversement de Blaise Compaoré ont été suivies d'efforts de médiation de la part de la CEDEAO pour garantir une transition pacifique et un retour à l'ordre constitutionnel.

Par ailleurs, en Guinée-Bissau, l'ingérence externe a été une caractéristique récurrente de l'instabilité politique. Les acteurs internationaux, tels que la CEDEAO et l'Union européenne, ont cherché à faciliter des solutions politiques aux crises, en mettant en place des missions de médiation et en encourageant le respect de l'ordre constitutionnel. De manière similaire, au Mali, les coups d'État de 2012 et de 2020 ont suscité des préoccupations au niveau international. L'Union africaine, la CEDEAO et d'autres acteurs ont condamné ces prises de pouvoir et ont exercé des pressions diplomatiques pour rétablir l'ordre constitutionnel et favoriser des solutions politiques.

Enfin, au Niger, malgré les coups d'État et les troubles politiques, les interventions extérieures ont été relativement limitées. Cependant, la CEDEAO et d'autres partenaires régionaux ont exprimé leur préoccupation face à l'instabilité politique dans la région et ont cherché à faciliter le dialogue politique pour résoudre les crises.

En dehors de ces faits, il est nécessaire de préciser que le poids colonial exercé par la France lui confère divers droits dans la résolution des conflits ayant émergé jusqu'à présent dans l'ensemble des pays de la zone. Cette position est de plus en plus revendiquée au sein de la communauté internationale et suscite des débats concernant les implications de telles interférences pour la souveraineté nationale et la consolidation démocratique de ces États.

Il convient de souligner que chaque tentative de coup d'État au sein de l'UEMOA présente des caractéristiques uniques et découle d'une combinaison particulière de facteurs. La résolution de ces problématiques complexes et profondes requiert des démarches à long terme visant à renforcer la gouvernance, à favoriser le développement socio-économique, à consolider les institutions démocratiques et à promouvoir la résolution pacifique des conflits.

## **CONSEQUENCES DES COUPS D'ETAT**

Les coups d'État, en tant qu'événements politiques majeurs, ont eu des répercussions profondes et variées dans les pays de l'UEMOA. Au-delà de leurs conséquences immédiates, ces bouleversements ont engendré des transformations économiques, sociales et politiques qui ont laissé des marques durables sur la région. Dans ce contexte, il est essentiel d'explorer en détail les effets de ces coups d'État dans des pays tels que la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, la Guinée-Bissau, le Mali et le Niger. Cette analyse permettra de mieux comprendre les dynamiques complexes et interconnectées qui ont façonné le paysage politique et socio-économique de l'UEMOA à la suite de ces événements tumultueux.

- **Instabilité politique**

Les coups d'État créent un climat d'instabilité politique et d'incertitude. Les changements brusques de gouvernement perturbent la continuité de la direction politique et entraînent dans certaines

mesures des conflits internes et des luttes pour le pouvoir.

Après le coup d'État manqué en 2002 en Côte d'Ivoire, le pays a sombré dans une décennie de conflit et d'instabilité. Divisé en deux parties, avec un nord sous le contrôle des rebelles et un sud gouvernemental, cette division a nourri une instabilité politique tenace, des affrontements armés et des tensions ethniques. Les élections contestées de 2010 ont ensuite accentué la crise politique majeure et les violences post-électorales, intensifiant l'instabilité. À la suite du coup d'État de 2014 au Burkina Faso, renversant le président Blaise Compaoré, le pays a connu une période de transition politique. Malgré des élections démocratiques, les défis politiques et économiques sont demeurés, avec des manifestations et des troubles illustrant les divisions et tensions politiques. L'instabilité continue d'être marquée par des attaques terroristes qui ont entraîné 8 564 décès parmi la population selon les statistiques 2023 du GTI.

En Guinée-Bissau, une série de coups d'État (sept environ depuis son indépendance) a généré une instabilité politique chronique, avec des luttes internes et des élections contestées, surtout en 2012 et 2014. Dans ce contexte, un total de onze présidents ont pris la tête du pays au cours des cinquante années depuis son indépendance, avec une moyenne de mandat d'environ 4 ans, soit une durée inférieure à la norme de 5 ans.

Au Mali, le coup d'État de 2012 a permis aux groupes rebelles et djihadistes de prendre le contrôle du nord. Malgré le rétablissement d'un gouvernement civil, le pays a connu une situation de détérioration continue de la sécurité, illustrée par le fait que le nombre d'incidents liés au terrorisme a augmenté régulièrement, atteignant un pic en 2021 avec plus de 500 incidents enregistrés.

Le Niger, relativement stable, a tout de même fait face à des périodes d'instabilité politique à la suite de coups d'État, avec des transitions délicates et des tensions entre leaders militaires et civils. Par

exemple, le pays a fait l'expérience de plusieurs attaques terroristes venant du nord du Mali et de la Libye voisine. En 2020 et 2021, le nombre d'incidents liés au terrorisme a atteint plus de 300, causant des pertes humaines et des déplacements de population estimés à 648 000 selon le HCR<sup>6</sup>.

Les défis sécuritaires dans la zone alimentent également les conséquences des coups d'État des pays membres. Le rapport de l'Indice Mondial du Terrorisme publié en mars 2022 révèle que parmi les quatre (04) nations connaissant la plus forte augmentation du nombre de décès liés au terrorisme, trois (03) sont situées dans la zone UEMOA, à savoir le Niger, le Burkina Faso et le Mali, tandis que la République démocratique du Congo constitue le quatrième pays. L'Afrique subsaharienne, principalement dans sa partie sahélienne, enregistre en 2023, 48% du nombre de décès dus au terrorisme dans le monde.

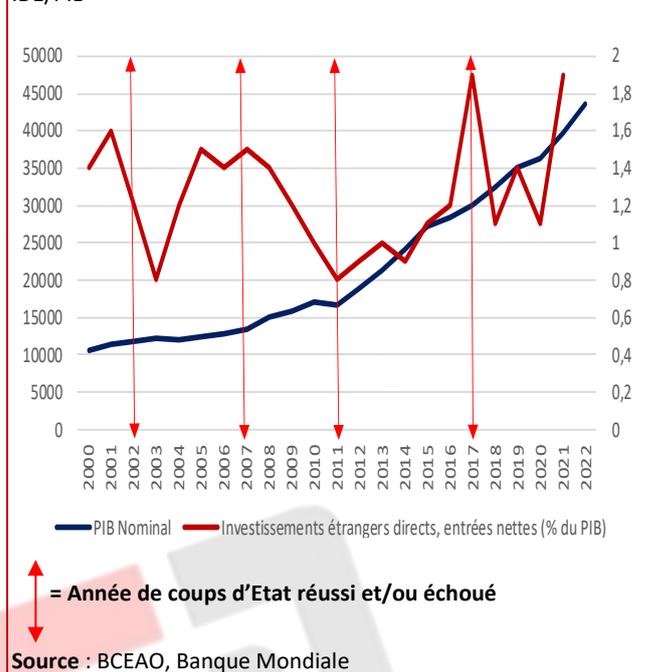
Cette instabilité politique globale des pays qui ont connu un coup d'État exige une longue période de reconstruction et de réconciliation, tout en nécessitant des efforts concertés pour restaurer la confiance dans les institutions démocratiques, renforcer la gouvernance et promouvoir un développement socio-économique durable.

### • Impact économique

Les coups d'État entraînent souvent des perturbations économiques, notamment la baisse des investissements étrangers, la stagnation des projets de développement et l'effondrement des activités commerciales. Cependant, les effets peuvent varier en fonction de nombreux facteurs, y compris la durée de l'instabilité, la capacité des gouvernements à maintenir la stabilité économique et les conditions économiques mondiales.

### ✓ Au niveau de la Côte d'Ivoire

**Graphique 7 :** Evolution conjointe du PIB nominal et du ratio IDE/PIB



En examinant les années perturbées, comme 2002 avec une tentative de coup d'État entraînant une légère baisse du taux de croissance nominal du PIB de 1,5% entre 2002 et 2003, et une réduction des IDE à 1,2 % du PIB par rapport à 1,6% l'année précédente, il est clair que le pays a amorcé une relative stabilité économique dès 2004. En 2010, une année marquée par des troubles post-électorales liés à des élections contestées, le PIB nominal a atteint 17 035,738 milliards de Francs CFA, suivi de 16 742,018 milliards de Francs CFA en 2011, avec une diminution des IDE de 0,2% du PIB.

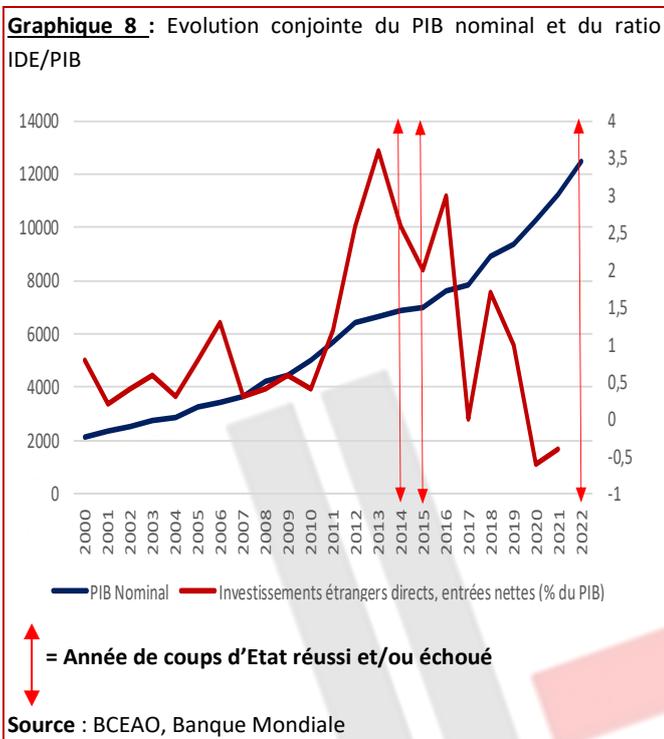
Après une journée de contestation militaire en 2017, une trajectoire positive de croissance s'est maintenue jusqu'en 2021, où le PIB nominal a atteint 43 681,51 milliards de Francs CFA, conformément aux données fournies par la BCEAO, tandis que les IDE se sont établis à 1,4 % du PIB.

En prenant en considération les périodes de stabilité qui ont suivi les perturbations de 2002, 2011 et 2017, il est possible d'estimer que la durée moyenne

<sup>6</sup> Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

de retour à une stabilité politique en Côte d'Ivoire est d'environ 2 ans.

✓ **Au niveau du Burkina Faso**



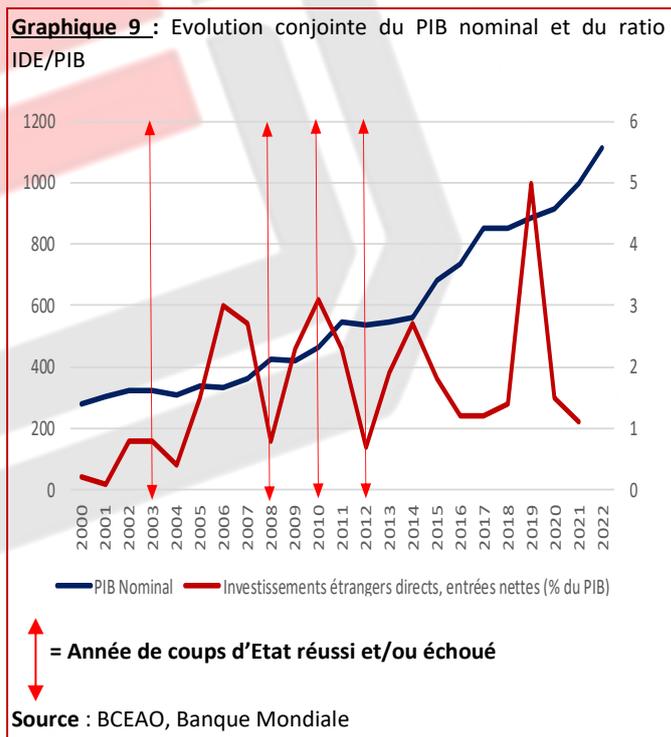
L'analyse des données économiques du Burkina Faso, en tenant compte des périodes de coups d'État et de changements politiques, met en évidence diverses tendances et répercussions sur l'économie nationale. Jusqu'au début des années 2010, le Produit Intérieur Brut (PIB) nominal a enregistré une croissance modérée, mais à partir de 2011, une augmentation significative s'est manifestée, vraisemblablement en raison d'améliorations sur les plans économique et politique. Les Investissements Directs Étrangers (IDE) ont globalement conservé des niveaux modestes, avec des variations annuelles. La période autour de 2011-2014 semble caractérisée par une relative stabilité économique, contrastant avec l'instabilité politique qui a suivi le coup d'État de 2014. Cette instabilité a exercé un impact négatif sur l'économie, reflété dans les fluctuations des taux de croissance et des IDE. Cependant, à partir de 2016, une reprise économique s'est amorcée avec une croissance régulière du PIB nominal, une tendance qui s'est maintenue au cours des années suivantes malgré des

fluctuations. Toutefois, la part des IDE dans le PIB présente une tendance à la baisse jusqu'en 2021.

Au regard des effets néfastes des coups d'Etat sur l'économie du Burkina Faso, les deux derniers survenus en 2022 suscitent de vives inquiétudes quant à la stabilité politique et à l'impact potentiel sur l'économie du pays. La nécessité de mesures efficaces pour restaurer l'ordre constitutionnel et atténuer les effets néfastes de l'instabilité politique sur le développement socio-économique devient impérieuse.

En tenant compte des périodes d'instabilité, 2014, 2015 et 2022, la durée moyenne de retour à une stabilité politique au Burkina Faso est consolidée entre 1 et 2 ans.

✓ **Au niveau de la Guinée-Bissau**



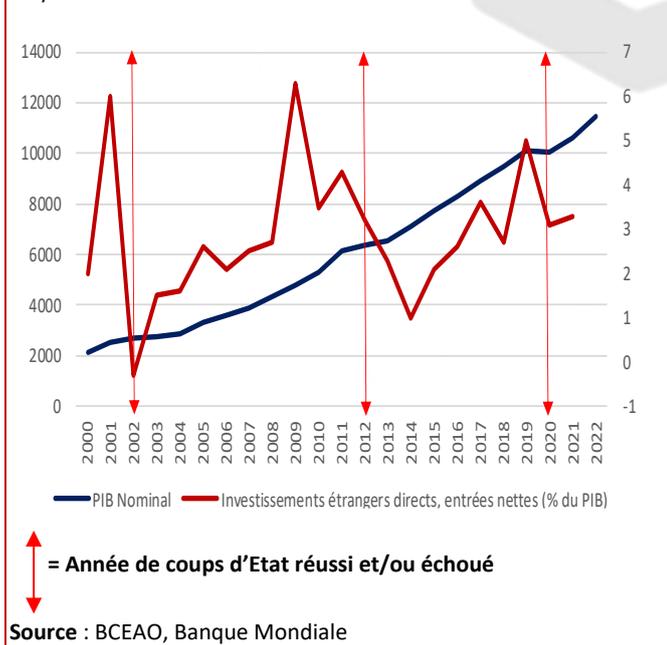
La Guinée-Bissau a connu une croissance économique modérée au début des années 2000, présentant des variations annuelles. À partir de l'année 2004, une augmentation plus notable du Produit Intérieur Brut (PIB) s'est manifestée, suggérant une amélioration relative de l'activité économique. Les Investissements Directs Étrangers (IDE) ont également connu une augmentation substantielle à compter de 2004 (0,4% du PIB),

atteignant leur apogée en 2010 (3,1% du PIB). En 2012, une année marquée par un coup d'État, une diminution de 9,5 milliards de Francs CFA du PIB nominal a été constatée, traduisant une perturbation économique due à l'instabilité politique. Néanmoins, les années suivantes ont témoigné d'une reprise de la croissance économique, avec des taux variables. En 2020, les élections contestées de 2019 ont entraîné une légère diminution de l'accroissement du PIB (3,4% contre 3,6% en 2019), accompagnée d'une réduction de 3,5 points du niveau d'investissement rapporté au PIB par rapport à 2019. Cette tendance s'est prolongée en 2021, avec une diminution des IDE.

Les données économiques de la Guinée-Bissau illustrent une corrélation entre les événements politiques tels que les coups d'État et les élections contestées, et les fluctuations économiques. Malgré ces perturbations, le pays a démontré une certaine résilience en maintenant une croissance positive, avec des périodes de reprise après les périodes d'instabilité politique. En tenant compte des périodes d'instabilité, 2003, 2008 et 2012, la durée moyenne de retour à une stabilité politique en Guinée-Bissau est estimée à environ 2 ans.

### ✓ Au niveau du Mali

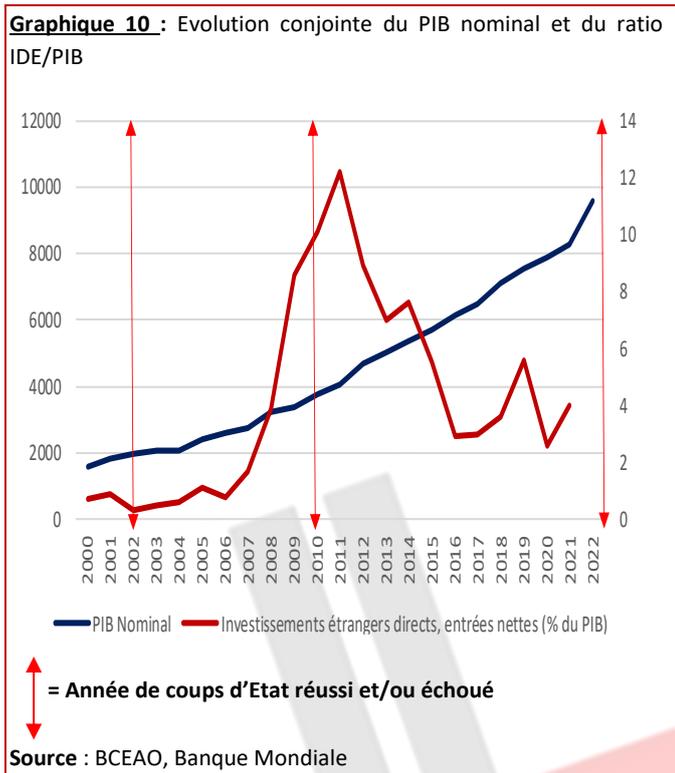
**Graphique 10 :** Evolution conjointe du PIB nominal et du ratio IDE/PIB



Préalablement au coup d'État de 2002, le Mali a connu une croissance économique modérée mais relativement stable, avec des taux de croissance variables du PIB nominal et des IDE. Le coup d'État de 2002 a engendré un impact marqué sur les indicateurs économiques, induisant une légère diminution de la croissance du PIB nominal (0,8% en 2003 contre 6,7% en 2002) et une baisse des IDE (-0,3% du PIB). Suite à cette période perturbée, le pays s'est rétabli avec succès, manifestant une croissance économique régulière jusqu'en 2011 (15,8%). Toutefois, le coup d'État de 2012 a eu des conséquences plus graves, conduisant à une baisse notable du PIB nominal (de 15,8% en 2011 à 3,7% en 2012) et des IDE (3,2% du PIB contre 4,3% un an plutôt) en déclin prononcé. Cette période a également été caractérisée par une détérioration sécuritaire dans de grandes villes comme Gao.

De nouveau, le Mali a prouvé sa résilience en se redressant progressivement après le coup d'État de 2012. Les années subséquentes ont été marquées par une croissance économique positive et une augmentation globale des IDE, témoignant de la capacité du pays à attirer des investissements malgré les défis rencontrés.

L'occurrence du coup d'État en 2020 s'est produite au sein d'un contexte marqué par des préoccupations sécuritaires et politiques préexistantes. Toutefois, les indicateurs économiques mettent en évidence une tendance prometteuse, caractérisée par une progression soutenue du PIB nominal et une augmentation des investissements directs étrangers (IDE). L'estimation de la période moyenne nécessaire pour le rétablissement d'une stabilité politique au Mali varie entre 2 et 3 années.

**✓ Au niveau du Niger**


L'analyse des données économiques du Niger, prenant en compte les années de coups d'État en 2002, 2010 et 2023, met en évidence des tendances et des impacts majeurs. Avant le coup d'État de 2002, le pays a connu une croissance économique constante et relativement stable, avec des fluctuations annuelles du PIB nominal et de la part des IDE dans le PIB annuel. Toutefois, ce coup d'État a engendré une perturbation économique notable, entraînant une légère baisse de l'accroissement du PIB nominal (5,08% en 2003 contre 8,9% en 2002) et une diminution des IDE (0,3% du PIB en 2002 contre 0,9% du PIB en 2001).

Ce schéma s'est répété lors du coup d'État de 2010, avec des diminutions du rythme de croissance du PIB nominal (7,4% en 2011 contre 11,04% en 2010) et de celui du ratio IDE/PIB (17,4% en 2010 contre 120,5% en 2009). Les années qui ont suivi ont été marquées par une décreue considérable de la croissance économique qui s'est stabilisée à 6% dès 2019.

Le coup d'État de 2023 a eu lieu dans un contexte déjà complexe, marqué par des enjeux politiques et

sécuritaires préexistants. Le pays devrait dans ce contexte obtenir un taux de croissance réel en dessous de 7% comme indiqué par la Banque Africaine de Développement. La durée moyenne de retour à une stabilité politique au Niger est estimée à environ 2,5 ans.

- **Dégradation des droits humains**

Les périodes de coup d'État sont généralement liées à des violations majeures des droits humains, impliquant des arrestations arbitraires, la répression des manifestations et des restrictions des libertés civiles. Ces périodes tumultueuses entraînent souvent des atteintes aux droits fondamentaux des citoyens.

En Côte d'Ivoire, la crise politique qui a suivi les élections présidentielles de 2010 a donné lieu à des violences post-électorales, marquées par plus de 3 000 violations graves des droits de l'homme, d'après Freedom House. Ces abus incluent environ 500 meurtres, dont un charnier découvert à Yopougon, où 57 personnes ont été retrouvées, ainsi que 800 cas de viols et plus de 1 200 enlèvements. Les régions intérieures du pays n'ont pas été épargnées, subissant des massacres et des charniers, notamment à Duékoué, où la perte de vie d'au moins 800 civils a été enregistrée.

Au Niger, le coup d'État de 1999 a été suivi d'au moins 200 arrestations arbitraires et de plus de 150 cas d'actes de torture, selon Amnesty International. Ces actions visaient principalement des membres de l'opposition politique, représentant plus de 70% des victimes de ces abus. Les coups d'État de 2015 et 2022 au Burkina Faso ont entraîné des restrictions de la liberté d'expression, des arrestations arbitraires de journalistes et d'activistes, confirmées par le collectif résident. Les attaques terroristes ont également été intensifiées, occasionnant plus de 16 000 décès civils et militaires depuis 2015, selon l'ONG Armed Conflict Location Action (Acled).

En Guinée-Bissau, le coup d'État de 2012 a engendré une période de répression politique avec plus de 150

arrestations et détentions arbitraires. Les coups d'État répétés et les tentatives de renversement ont affaibli les institutions gouvernementales, entraînant plus de 500 violations des droits de l'homme entre 2012 et 2020, y compris des cas de torture, d'exécutions extrajudiciaires et de disparitions forcées.

Au Mali, le coup d'État de 2012 a permis l'occupation de vastes régions par des groupes armés, commettant de nombreuses violations des droits de l'homme, dont plus de 600 exécutions sommaires, plus de 800 viols signalés et la destruction de biens culturels. Les groupes djihadistes ont prospéré dans ce contexte, conduisant à une aggravation des atteintes aux droits humains. Les rapports d'Amnesty International soulignent qu'au Niger, le coup d'État de 2010 a entraîné des répressions lors de manifestations, avec plus de 100 arrestations enregistrées. Les périodes de transition politique après les coups d'État ont également conduit à une augmentation de plus de 50% des arrestations arbitraires et à des restrictions touchant près de 70% de la population.

- **Isolement international**

Les coups d'État ont des conséquences importantes, telles que des sanctions et une isolation diplomatique imposées par la communauté internationale. Les instances régionales et mondiales ont le pouvoir de limiter les relations économiques et diplomatiques avec les pays touchés par ces coups de force.

Après le coup d'État en Côte d'Ivoire en 1999, mené par le général Gueï, le pays a subi des sanctions de la part de la communauté internationale, notamment de la CEDEAO et de l'Union africaine. Ces sanctions comprenaient des mesures diplomatiques restrictives, des embargos sur les armes et des actions économiques dissuasives. De manière semblable, l'ONU a également pris des mesures après la tentative avortée de coup d'État en 2002. De plus, l'Union Européenne et les Nations Unies ont imposé des contraintes significatives, dont le gel des

avoirs et l'imposition de sanctions individuelles envers les partisans du président sortant en novembre 2011.

Concernant le coup d'État de 2014 au Burkina Faso, mené par le général Diendéré, la scène internationale, avec la participation d'acteurs tels que l'Union africaine et la CEDEAO, a exprimé son opposition à l'instabilité politique qui a résulté de cet événement. Ainsi, une réponse coordonnée a été mise en place, comprenant des sanctions économiques comme la suspension des aides financières des États-Unis et de la France, et des sanctions diplomatiques à l'encontre du pays. De plus, les frontières ont été fermées et des restrictions de déplacement ont été imposées aux responsables du coup d'État.

En réaction aux événements récents de renversement du pouvoir en 2022, la CEDEAO a renforcé les sanctions existantes en enjoignant aux militaires en place de suivre un calendrier pour rétablir l'ordre constitutionnel. Ainsi, cette injonction vise à restaurer une stabilité constitutionnelle durable dans le pays. En ce qui concerne la Guinée-Bissau, la CEDEAO a adopté des sanctions individuelles contre ceux qui entravent le processus de résolution de crise, incluant la suspension de participation aux activités de la communauté, des interdictions de voyage, le gel des avoirs financiers et l'instauration de restrictions sur les visas.

Pour le Mali, consécutivement à divers coups d'État, les sanctions ont pris la forme de la suspension du pays dans les organes de décision de la CEDEAO, la fermeture des frontières et la cessation des flux économiques, commerciaux et financiers. De plus, l'Union Européenne a suspendu l'aide au développement. En réponse à ces sanctions, les autorités issues du coup d'État de 2020 ont choisi de mettre fin à certaines collaborations, notamment avec la France dans le domaine militaire, dans le but de renforcer, en interne, la sécurité face aux violences terroristes. Cette décision a remodelé les

relations stratégiques régionales et a conduit à une réévaluation des enjeux sécuritaires majeurs.

À la suite d'élections démocratiques et du rétablissement d'un gouvernement civil au Niger, les sanctions instaurées après le coup d'État de 2010 ont été levées. La nature de ces sanctions n'a pas subi de modification à la suite du renversement du pouvoir intervenu en 2023, excepté la décision de déployer la « force en attente » de la CEDEAO en vue du rétablissement de l'ordre constitutionnel. Cette opération, qui n'a pas encore été mise en œuvre, entraîne la formation de coalitions de pays alliés. Si cette démarche venait à être concrétisée, elle pourrait induire la dislocation de la zone UEMOA et la redéfinition des partenariats commerciaux de l'Afrique subsaharienne.

- **Rupture de la démocratie**

Les coups d'État sapent les processus démocratiques en interrompant le cycle électoral et en remplaçant le gouvernement élu par une autorité militaire ou non élue. Par conséquent, de telles situations peuvent affaiblir la culture démocratique ainsi que les institutions nécessaires à une gouvernance fondée sur des principes démocratiques.

Dans la zone UMOA, tous les coups d'État réussis ont été orchestrés par des militaires, qui parfois sont devenus les chefs d'État à la suite d'élections organisées sous leur direction. Néanmoins, l'exemple du Burkina Faso, qui a été témoin de deux coups d'État successifs en 2022, met en évidence les fragilités associées à ces dirigeants non civils. Cette succession d'événements révèle les défis inhérents à leur gouvernance.

Le choix de la démocratie par les peuples de la zone est marqué par la confrontation d'idées et de valeurs dans l'arène politique des élections. Cependant, cette dynamique est brisée sans respect des règles légales par le phénomène des coups d'État. De manière répétée, comme le montre l'espace UEMOA, ces situations deviennent une logique prévalente

pour réorienter tout dirigeant qui s'éloignerait des valeurs démocratiques auxquelles ils ont prêté serment lors de leur accession au pouvoir.

- **Migration et déplacement**

Les coups d'État provoquent des mouvements massifs de population, notamment des réfugiés fuyant l'instabilité politique et l'insécurité. Les conflits associés aux coups d'État peuvent également entraîner des déplacements internes forcés.

L'instabilité politique générée par les coups d'État entraîne le déplacement massif des populations. Pour mesurer l'ampleur de ces déplacements, il est indiqué les statistiques internationales par pays.

Les troubles politiques, y compris le coup d'État manqué en 2002 et la crise politique qui a suivi les élections présidentielles de 2010 en Côte d'Ivoire, ont entraîné plus de 1 million de déplacements massifs de populations à l'intérieur du pays ainsi que vers les pays voisins. Des affrontements violents et des conflits ethniques ont provoqué des mouvements de plus de 500 000 déplacés internes et plus de 200 000 réfugiés selon les Nations Unies. Par ailleurs, les effets des externalités négatives de l'instabilité politique des pays voisins se sont traduits par l'installation d'une centaine de réfugiés sur le territoire ivoirien.

Ces statistiques sont davantage moins importantes au niveau du Burkina Faso du fait de l'effet induit des coups d'État sur attaques terroristes qui plus récemment, 2022, ont entraîné le déplacement interne et externe de plus de 300 000 populations habitants initialement dans le Nord du pays.

Le Mali, pays sahélien, n'a pas échappé à cette vague de déplacements massifs de populations à l'intérieur du pays ainsi que vers les pays voisins, en particulier au Niger et au Burkina Faso. Selon les chiffres des Nations Unies, on estime qu'environ 200 000 personnes ont été déplacées à l'intérieur du Mali en raison de la crise des coups d'État de 2012 et 2020, et plus de 300 000 réfugiés maliens se sont retrouvés dans les pays voisins indiqués plus haut.

Selon les données de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), plus de 300 000 personnes au Niger ont été déplacées à l'intérieur du pays en raison de la violence et de l'insécurité liées aux activités terroristes dans les régions voisines. Ce chiffre a été accentué dans le contexte du putsch de 2010.

Concernant la migration, la perte de confiance des populations surtout jeunes du fait de la persistance des coups d'Etat dans la zone a motivé le flux migratoire.

## **PRINCIPALES RECOMMANDATIONS**

La prévention des coups d'État dans l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) nécessite une approche globale et concertée impliquant les gouvernements nationaux, les organisations régionales, la société civile et la communauté internationale. Voici quelques recommandations clés pour prévenir les coups d'État dans la région :

- **Renforcement de la démocratie et de l'état de droit**

Les gouvernements doivent œuvrer à renforcer les institutions démocratiques et l'état de droit. Cela implique la garantie de la séparation des pouvoirs, le respect des droits de l'homme, la tenue d'élections crédibles et transparentes, et la promotion de la responsabilité gouvernementale.

- **Dialogue politique inclusif**

Il est essentiel d'encourager le dialogue politique inclusif entre tous les acteurs politiques, y compris l'opposition, pour résoudre les différends politiques de manière pacifique. Ce dialogue peut servir de pont entre les différentes visions politiques, favorisant ainsi une meilleure compréhension mutuelle et la recherche de solutions consensuelles aux problèmes nationaux.

Les États devraient jouer un rôle actif dans la création de plateformes nationales de négociation et

de médiation, en utilisant des forums appropriés. Cela permettrait de prévenir les tensions et les crises en offrant un espace où les divergences peuvent être abordées de manière constructive. Les gouvernements, la société civile et les acteurs politiques peuvent ainsi travailler ensemble pour trouver des solutions aux défis nationaux, contribuant ainsi à renforcer la stabilité politique et sociale.

En encourageant ce type de dialogue inclusif et en investissant dans des mécanismes de médiation efficaces, les États peuvent promouvoir une culture politique de résolution pacifique des conflits, renforçant ainsi la cohésion nationale et la stabilité dans la région.

- **Renforcement des forces de sécurité et de défense**

Les forces de sécurité et de défense doivent être professionnelles, apolitiques et respectueuses des droits de l'homme. La formation et le renforcement de ces forces peuvent réduire le risque de tentatives de prise de pouvoir par la force.

Un Conseil de sécurité national devait être mis en place composé de l'armée, des partis politiques, des chefs coutumiers et des civils pour discuter des questions de crise sociale.

- **Lutte contre la corruption et la pauvreté**

La corruption et la pauvreté sont deux maux qui peuvent alimenter les frustrations populaires et la désillusion envers les gouvernements. Pour prévenir ces problèmes, il est impératif de promouvoir la transparence, la responsabilité et le développement économique inclusif.

La transparence gouvernementale, par le biais de la divulgation d'informations pertinentes et de la lutte contre la corruption, permet de restaurer la confiance des citoyens dans leurs institutions. Lorsque les gouvernements agissent de manière ouverte et honnête, cela réduit les suspicions de

malversations et renforce la légitimité de l'État. La responsabilité des gouvernements est tout aussi cruciale. Les mécanismes de contrôle et de reddition de comptes doivent être renforcés pour garantir que les détournements de fonds publics ne restent pas impunis. Les institutions judiciaires et les organes de surveillance jouent un rôle essentiel dans cette démarche.

En parallèle, le développement économique inclusif est une arme puissante contre la pauvreté. Lorsque les politiques économiques visent à réduire les inégalités, à créer des emplois et à fournir des opportunités équitables pour tous les citoyens, cela contribue à améliorer les conditions de vie de la population. En fin de compte, la lutte contre la corruption, la réduction de la pauvreté et la promotion de la transparence et de la responsabilité sont des éléments clés pour maintenir la stabilité politique et sociale, en empêchant les frustrations populaires de dégénérer en crises majeures.

- **Participation de la société civile et des médias**

La société civile et les médias jouent un rôle crucial dans la surveillance des gouvernements et la sensibilisation à la prévention des coups d'État. Leur participation active peut aider à prévenir les abus de pouvoir.

- **Engagement régional et international**

Les organisations régionales telles que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la communauté internationale doivent soutenir les efforts de prévention des coups d'État en facilitant la médiation, en imposant des sanctions ciblées en cas de coup d'État et en offrant un soutien aux processus de réconciliation.

- **Promotion de la stabilité économique et sociale**

La promotion de la stabilité économique et sociale, notamment la création d'emplois, la fourniture de services publics de base et la réduction des

inégalités, peut contribuer à prévenir les sentiments de marginalisation et d'instabilité.

- **Renforcement de la conscience démocratique**

L'éducation civique et politique peut aider à développer une conscience démocratique et à promouvoir la participation citoyenne, ce qui est essentiel pour prévenir les tentatives de renversement des gouvernements élus.

Ces recommandations visent à créer un environnement politique, économique et social favorable à la prévention des coups d'État. Cependant, il est important de reconnaître que chaque pays a ses propres dynamiques et défis, et les solutions doivent être adaptées à ces contextes spécifiques.

- **Création d'une force régionale anti-terroriste pour l'Afrique de l'Ouest**

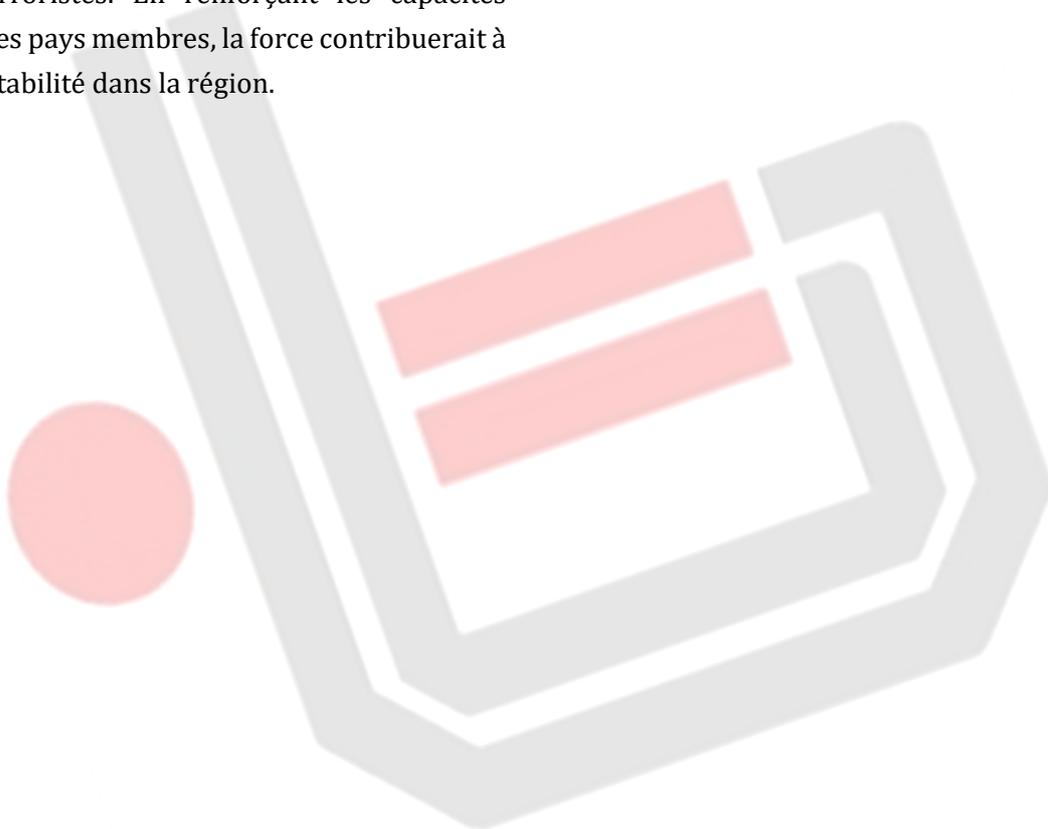
L'Afrique de l'Ouest est devenue une région vulnérable aux activités terroristes, mettant en danger la sécurité des populations locales et des intérêts régionaux. Face à cette menace persistante, la mise en place d'une force régionale anti-terroriste à financement autonome et à commandement intégré pourrait s'avérer être une étape cruciale pour combattre efficacement ce fléau.

Une des caractéristiques essentielles de cette force serait son financement autonome. Plutôt que de dépendre uniquement des contributions des pays membres, un mécanisme de financement autonome serait créé. Cela pourrait inclure des ressources générées localement, des contributions internationales, des partenariats public-privé et d'autres sources de financement stables. Cette autonomie financière garantirait que la force dispose des ressources nécessaires pour mener des opérations à long terme.

Une autre composante clé serait un commandement intégré, où les décisions stratégiques seraient prises de manière coordonnée. Les pays membres

désigneraient des officiers de haut rang pour diriger cette force de manière unifiée. Cette approche éliminerait les barrières bureaucratiques et garantirait une réponse rapide et coordonnée aux menaces terroristes.

La force aurait pour mission principale d'apporter un réel appui militaire aux pays membres touchés par le terrorisme. Cela inclurait le partage de renseignements, la coordination des opérations militaires, la formation des forces locales et l'engagement direct dans des opérations contre les groupes terroristes. En renforçant les capacités militaires des pays membres, la force contribuerait à rétablir la stabilité dans la région.



Contacts Bloomfield Investment Corporation



BP 1888 Abidjan 06 – Côte d'Ivoire

Tel : (+225) 27 22 54 84 40

Fax : (+225) 27 20 21 57 51

[www.bloomfield-investment.com](http://www.bloomfield-investment.com)

**Marius ACHI**

Chef Economiste, Directeur

[m.achi@bloomfield-investment.com](mailto:m.achi@bloomfield-investment.com)

**Georgina KOUADIO**

Economiste Sénior

[g.kouadio@bloomfield-investment.com](mailto:g.kouadio@bloomfield-investment.com)

**Lucie KONAN**

Economiste

[l.konan@bloomfield-investment.com](mailto:l.konan@bloomfield-investment.com)

**Armand AKOTO**

Economiste

[a.akoto@bloomfield-investment.com](mailto:a.akoto@bloomfield-investment.com)